

La coalition d'opposition de gauche s'impose aux élections législatives croates

de Corinne Deloy



RESULTATS

La coalition Kukuriku - « l'Alliance pour le changement » - emmenée par le Parti social-démocrate (SDP), principal parti d'opposition dirigé par Zoran Milanovic, et regroupant le Parti démocrate d'Istrie (IDS) dirigé par Ivan Jakovic, le Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS) de Radimir Cacic et le Parti des retraités (HSU) dirigé par Silvano Hrelja, est arrivée en tête des élections législatives qui se déroulaient le 4 décembre en Croatie avec 44,5% des suffrages et 80 sièges (+13 par rapport au précédent scrutin du 25 novembre 2007) au Hrvatski Sabor, chambre unique du Parlement. Elle devance l'Union démocratique (HDZ) de la Premier ministre sortante Jadranka Kosor qui a obtenu 22,1% des voix et 47 sièges (-19). L'Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB) de Vladimir Sisljagic remporte 6 sièges tout comme les Travailleurs croates-Parti du travail (HL-SR) dirigé par Dragutin Lesar. La Liste indépendante emmenée par l'ancien prêtre, Ivan Grubisic, remporte 2 députés. Le Parti paysan (HSS), dirigé par Josip Frisic et membre de la coalition gouvernementale sortante, obtient 1 siège, tout comme le Parti du droit (HSP).

La coalition Kukuriku s'est imposée dans 8 des 10 circonscriptions électorales. Le HDZ l'a emporté dans 3 circonscriptions dont celle des Croates de l'étranger (70,24% des suffrages). Concernant la 12e circonscription, celle représentant les minorités nationales, ont été élus Milorad Pupovac, Vojislav Stanimirovic et Jovo Vukovic pour les Serbes, Robert Jankovics pour les Hongrois, Furio Radin pour les Italiens, Vladimir Bilek pour les Tchèques et les Slovaques, Zeljko Balog pour les Autrichiens, Bulgares, Allemands, Polonais, Roms, Roumains et Ruthènes et Ermina Lekaj Prljaskaj pour les Albanais, Bosniens, Monténégrins, Macédoniens et Slovènes.

La participation s'est élevée à 56,55%, soit -3,1 points par rapport au scrutin législatif du 25 novembre 2007.

« Les citoyens croates nous ont accordé leur confiance. Ils nous ont donné la chance de diriger la Croatie et notre responsabilité est énorme. Je promets que nous ne vous laisserons pas tomber. Nous allons faire ensemble le bien de la Croatie » a déclaré Zoran Milanovic à l'annonce des résultats, ajoutant « Nous allons rejoindre l'Union européenne et c'est une immense opportunité pour nous ». « Nous prenons cette manifestation de soutien avec sérieux et nous allons travailler dur. Cela nous donne un mandat fort, mais cela constitue aussi un grand devoir » a déclaré Vesna Pusic, ancien leader du

Parti des retraités -présenté comme ministre des Affaires étrangères- à la chaîne de télévision Nova TV.

L'Union démocratique (HDZ) a reconnu sa défaite. « Désormais, nous commençons à travailler pour la victoire aux prochaines élections législatives. Nous allons servir notre peuple avec dignité, même dans l'opposition » a indiqué la Premier ministre sortante Jadranka Kosor. Les mauvais résultats économiques et les nombreuses affaires de corruption expliquent l'échec du parti au pouvoir. « Jadranka Kosor n'a pas échoué, c'est Ivo Sana-

der qui nous a fait perdre le scrutin » a affirmé l'ancienne ministre de la Justice (2003-2006) et actuelle présidente du Centre démocratique (DC), Vesna Skare-Ozbolt, faisant allusion au procès de l'ancien leader du HDZ et ancien Premier ministre (2003-2009) Ivo Sanader, qui comparait depuis le 3 novembre dernier pour six chefs d'accusation. Par ailleurs, le parti fait également l'objet d'une enquête menée par le Bureau pour la lutte contre le crime organisé (USKOK) sur le financement des campagnes électorales des scrutins législatif de 2003 et 2007 et présidentiel de 2005, auquel Jadranka Kosor avait été candidate.

« *J'attends une meilleure coopération que ce qui a été fait jusqu'à maintenant. Je suis optimiste. Le scrutin législatif a montré que la Croatie est une démocratie mature* » a déclaré le président de la République Ivo Josipovic.

Agé de 45 ans, et originaire de Zagreb, Zoran Milanovic est diplômé en droit de l'université de Zagreb. Il a travaillé au ministère des Affaires étrangères avant de partir au Haut-Karabagh où il a été le premier Croate à participer à une mission de paix de l'ONU. Entre 1996 et 1999, il est conseiller au sein de la mission croate auprès de l'Union européenne et de l'OTAN. En 1999, il rejoint le Parti social-démocrate et, après la victoire du parti aux élections législatives du 3 janvier 2000, il devient responsable des relations avec l'OTAN, puis, en 2003, vice-ministre des Affaires étrangères.

Le 2 juin 2007, Zoran Milanovic est élu à la tête du Parti social-démocrate s'imposant devant 3 autres candidats Zeljka Antunovic, Milan Bandic et Tonino Picula. Le 23 novembre 2010, il signe un accord avec le Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS) de Radimir Cacic, le Parti démocrate d'Istrie (IDS) de Ivan Jakovic et le Parti des retraités (HSU), dirigé par Silvano Hrelja, afin de constituer une coalition politique, baptisée Alliance pour le changement en vue des élections législatives de 2011. Le futur gouvernement de Zoran Milanovic devra mener une politique d'austérité en coupant dans les dépenses budgétaires et parvenir à relancer l'économie de la Croatie, pays qui comptait 17,4% de chômeurs en octobre dernier, où la dette souve-

raine dépasse 100% du PIB et où la croissance du PIB ne devrait pas excéder 0,5% cette année. La nouvelle équipe en place aura pour tâche de renforcer la lutte contre la corruption. Zoran Milanovic a déclaré que « *la victoire constituait la partie la plus facile et n'était que le début du travail* ». « *Réformer la Croatie sera plus difficile* » a averti le leader des forces de gauche qui s'est bien gardé au cours de la campagne électorale de divulguer la stratégie qu'il mettrait en œuvre pour tenir ses promesses (la réduction de la dette, la création d'emplois, la fin de la fuite des cerveaux, etc.).

Zoran Milanovic a annoncé que « *le budget serait mis au régime* » et que « *les Croates devraient travailler plus, plus dur et plus longtemps* ». Il a promis des mesures destinées à stimuler le redressement économique, comme la suppression de l'impôt sur les bénéfices réinvestis ou la baisse des contributions sociales pour toute nouvelle embauche.

« *Le risque le plus important est celui d'une dégradation de la note souveraine* » a souligné Zdeslav Santic, analyste de la banque Splitska. « *Dans les mois qui viennent, le prochain budget devra montrer la consolidation des comptes publics et rassurer les investisseurs étrangers. C'est tout simplement indispensable* » a-t-il ajouté

Le 9 décembre prochain, la Croatie doit signer à Bruxelles son traité d'adhésion à l'Union européenne. Le 1er décembre, le Parlement européen a approuvé par 564 voix, contre 38 et 32 abstentions, l'adhésion de Zagreb. Les Croates devront se prononcer dans les semaines à venir par référendum sur l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. S'ils la confirment par leur vote, celle-ci deviendra effective le 1er juillet 2013.

Le 1er décembre, les députés européens ont invité Zagreb à s'attaquer « *aux problèmes qui subsistent, en particulier dans les domaines des réformes judiciaires et de la lutte contre la corruption et le crime organisé* » et à multiplier ses efforts en vue de poursuivre en justice les crimes de guerre, de respecter l'ensemble des recommandations du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye (TPIY) et d'encourager le retour des réfugiés de guerre, notamment les Serbes.

Résultats des élections législatives du 4 décembre 2011 en Croatie

Participation : 56,55%

Partis politiques	Nombre de sièges obtenus
Alliance pour le changement (KUKURIKU)	80
Union démocratique (HDZ)	47
Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB)	6
Travailleurs croates-Parti du travail (HL-SR)	6
Liste indépendante Ivan Grubisic	2
Parti du droit (HSP)	1
Parti paysan (HSS)	1
Minorités nationales	8
Autres	0
Autres	0

Source : <http://www.izbori.hr/2011Sabor/rezultati/rezultati.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.